

20
24

**RAPPORT
ANNUEL**

IPAC  IAPC

L'Institut d'administration publique du Canada (IAPC) est la principale organisation professionnelle canadienne soutenant l'excellence dans le secteur public du pays. L'IAPC offre des programmes d'apprentissage et de perfectionnement à l'échelle nationale et régionale. Avec des groupes régionaux d'un océan à l'autre, nos membres comprennent des fonctionnaires de tous les niveaux de gouvernement - fédéral, provincial, municipal et autochtone -, des universitaires et de nombreuses autres personnes impliquées dans l'administration publique.

WWW.IPAC.CA

TABLE DES MATIÈRES

Message Du Présidente	... 04
Assemblée des Groupes Régionaux	... 06
Adhésions	... 07
Recherche et Rayonnement	... 08
Administration publique du Canada	... 10
Programmes internationaux et nationaux (PIN)	... 18
Programme de la Gouvernance Autochtone	... 20
Prix de l'IAPC	... 22
76e Congrès annuel national	... 24
Groupe des nouveaux professionnels	... 27
19e Conférence nationale sur le leadership	... 28
Rapport de la trésorière	... 30
Rapport financier	... 32

NOTRE VISION

IPAC is recognized as a leader at home and abroad in building strong and dynamic public sector organizations that excel in meeting the needs of Canadians.

NOTRE MISSION

L'IAPC se consacre à soutenir ceux qui ont un engagement commun à développer l'excellence dans l'administration publique au Canada. Nous rassemblons des réseaux et partageons les meilleures pratiques et expériences pour aider à résoudre les problématiques et amener nos membres et partenaires vers le succès dans le service public.

SUIVEZ-NOUS SUR LES MÉDIAS SOCIAUX

Soyons connectés pour nos dernières nouvelles et mises à jour

 sur LinkedIn [institute-of-public-administration-of-canada](https://www.linkedin.com/company/institute-of-public-administration-of-canada)

 sur Twitter [@IPAC_IAPC](https://twitter.com/IPAC_IAPC)

 sur Facebook [@IPACIAPC](https://www.facebook.com/IPACIAPC)

 sur YouTube [@IPACIAPC](https://www.youtube.com/@IPACIAPC)





Ce fut un immense privilège d'avoir servi en tant que président de l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC) en 2024. J'ai le plaisir de vous présenter ce rapport annuel, alors que nous revenons sur nos réalisations accomplies et aux progrès que nous avons réalisés pour faire avancer l'excellence dans la fonction publique à l'échelle du pays.

L'IAPC continue de jouer un rôle essentiel dans le soutien des fonctionnaires à tous les niveaux: fédéral, provincial, territorial, municipal et autochtone, grâce à des initiatives en matière de formation, de concertation et de leadership éclairé. Nos efforts sont guidés par un engagement croissant envers l'inclusion, l'innovation et l'impact.

En 2024, nous avons continué à renforcer les fondements stratégiques de l'IAPC. Nous avons élargi notre réseau de partenariats et approfondi nos collaborations avec un nombre croissant d'organisations de premier plan du milieu universitaire et du secteur privé. Notamment, notre nouveau séminaire sur les valeurs et l'éthique, organisé en collaboration avec l'Université York, répond aux besoins changeants des leaders de tout le pays, en leur offrant des perspectives et des conseils essentiels pour affronter les défis éthiques complexes de la fonction publique. Ces relations enrichissent nos programmes et élargissent notre rayonnement, ce qui nous permet ainsi de mieux servir les fonctionnaires de tout le Canada.

Nos événements phares de cette année ont une fois de plus démontré la force de notre pouvoir de mobilisation. Nous avons accueilli des participants de partout au Canada, en personne et virtuellement, à notre conférence annuelle à Winnipeg, pour explorer le thème "Confiance, changement et administration publique". Des séances sur la transformation numérique et l'intelligence artificielle (IA), aux discussions sur l'action climatique, la réconciliation avec les peuples autochtones et la prestation inclusive des services, la conférence a offert des réflexions pertinentes sur les défis complexes et les possibilités qui façonnent l'administration publique d'aujourd'hui. L'un des points forts de cette conférence a été la grande diversité des conférenciers, soulignant l'engagement de l'IAPC envers l'équité, la diversité et l'inclusion. Ce fut une expérience inspirante de réfléchir au travail incroyable accompli à partout au Canada et de rencontrer tant de fonctionnaires passionnés, déterminés à avoir un impact positif.

Lors de la conférence de Winnipeg, nous avons également célébré les réalisations de fonctionnaires exceptionnels lors de la remise des Prix de l'IAPC, récompensant leur dévouement et leur leadership dans divers secteurs. Ces prix demeurent un moyen important de reconnaître les contributions remarquables à la fonction publique canadienne.

Cette année a également été marquée par le renforcement de nos groupes régionaux, notamment la fusion des groupes de l'Alberta, ce qui permettra d'offrir un soutien encore plus important aux membres de cette région. En renforçant notre présence et notre engagement régionaux, nous veillons à ce que l'IAPC demeure un réseau solide et réactif à l'échelle nationale.

J'ai eu l'honneur de participer au Forum des nouveaux professionnels, un rassemblement inspirant de leaders émergents du secteur public. Le forum a offert d'excellentes occasions de réseautage, d'apprentissage et de mentorat, et j'ai été ravi d'échanger avec ces brillants leaders de demain.

D'autres programmes nationaux, notamment notre série de formations sur l'intelligence artificielle en partenariat avec Microsoft, ont réuni plus de 20 000 fonctionnaires désireux de renforcer leurs compétences dans un environnement en pleine évolution. Notre sommet du leadership a battu les records précédents de participation et d'engagement, réaffirmant notre rôle d'espace privilégié pour le partage des connaissances et le développement du leadership dans le secteur public.

Alors que les institutions publiques canadiennes continuent de faire face à l'incertitude mondiale, aux changements sociaux et aux attentes croissantes, l'IAPC évolue pour répondre à l'appel. Nous nous engageons à demeurer à la fois une base stable et un innovateur audacieux, en connectant les gens, en générant des idées et en inspirant le progrès.

Je tiens à remercier l'équipe dévouée de l'IAPC national, nos groupes régionaux, nos partenaires institutionnels, et surtout, nos membres. Votre énergie, votre expertise et votre passion sont les moteurs de cette organisation.

Je me réjouis de poursuivre ce cheminement ensemble, afin de bâtir une fonction publique plus forte et plus résiliente pour tous les Canadiens.



– *Mala Khanna*

Sous-secrétaire du Cabinet

(Gouvernance), Bureau du Conseil privé,

gouvernement du Canada, présidente

du conseil national de l'IAPC, président

du conseil national de l'IAPC

Conseil des Groupes Régionaux



Le Conseil des groupes régionaux (CGR) de l'IAPC continue de jouer un rôle central dans le renforcement des liens entre les sections régionales à travers le Canada et l'organisation nationale, en favorisant la collaboration et en faisant progresser l'innovation dans le secteur public. Au cours de la dernière année, le Conseil s'est concentré sur le renforcement des capacités régionales, la promotion d'un leadership inclusif et le soutien au développement professionnel des fonctionnaires à tous les niveaux.

Principaux points à l'ordre du jour :

- Alignement stratégique national
- Mises à jour régionales et défis rencontrés
- Initiatives en matière d'éducation et de développement professionnel

Faits saillants et réalisations :

- Programmation régionale : Soutien aux événements régionaux, y compris les forums de politiques publiques, les tables rondes de leadership et les vitrines d'innovation dans le secteur public.
- Partage des connaissances : Favoriser la collaboration entre les régions.
- Engagement des jeunes : Expansion des activités auprès des leaders émergents grâce aux sections universitaires et aux programmes de mentorat de l'IAPC.

Défis :

- Niveaux variables de capacités régionales et de disponibilité des bénévoles
- Maintenir la dynamique dans les modèles d'engagement hybrides
- Gérer les contraintes budgétaires et les limites en matière de commandites

Leçons retenues :

- La flexibilité des formats de programmation améliore l'accessibilité
- L'apprentissage entre pairs demeure un outil puissant de croissance professionnelle
- L'autonomie régionale, lorsqu'elle est soutenue par une cohésion nationale, stimule l'innovation

Priorités stratégiques pour l'année à venir :

- Renforcer la gouvernance régionale et la planification de la relève
- Développer des stratégies pour la planification d'événements régionaux et la recherche de commandites
- Approfondir la collaboration avec les établissements d'enseignement et les organisations du secteur public
- Soutenir la transformation numérique de l'administration publique par le biais de projets pilotes régionaux
- Améliorer la collecte de données et la mesure de l'impact des activités régionales

Le Conseil tient à remercier sincèrement tous les leaders régionaux, bénévoles et membres du personnel du bureau national de l'IAPC pour leur dévouement et leur engagement. Une reconnaissance particulière est adressée à Robert McLeary, ancien président du CGR, pour sa contribution remarquable à l'excellence et à l'innovation régionales.




– *Sean Elliott*
président du Conseil des groupes régionaux



Régions
decembre 2024

2188 membres
actifs



Calgary	8	Montréal	23
Edmonton	68	NCR-Ottawa	523
Frédéricton	38	Terre-Neuve	3
Manitoba	533	Nouvelle-Écosse	157
Moncton	11	TNO	56
		Î.P.É	36
		Québec	9
		Saskatchewan	80
		Sud-ouest de l'Ontario	39
		Alberta	94
		Toronto	481
		Vancouver	25
		Victoria	74
		Yukon	5
		À l'étranger	10

Recherche et Rayonnement



Le Comité de la recherche et des pratiques professionnelles (CRPP) a connu une année productive, marquée par des initiatives importantes visant à faire progresser les connaissances en administration publique, à favoriser le développement professionnel et à renforcer les réseaux de collaboration à travers le Canada.

Soutenir l'administration publique canadienne

En réponse à l'évolution du paysage de la recherche en administration publique, le CRPP a mis en place un comité de sélection dédié pour nommer un nouveau rédacteur en chef de Canadian Public Administration (CPA), la revue phare de l'IAPC. Cette initiative garantit que la revue continue de maintenir sa réputation d'excellence et de pertinence dans le domaine. Le Comité a unanimement choisi le professeur Robert Shepherd de l'Université Carleton à titre de nouveau rédacteur en chef de la revue.

Renforcer l'engagement académique

Afin de combler l'écart entre la recherche universitaire et la pratique dans la fonction publique, le CRPP a organisé une série de webinaires mettant en lumière des contributions récentes à la revue CPA. Ces séances ont offert une tribune aux auteurs pour présenter leurs conclusions et permis aux praticiens d'échanger sur les recherches contemporaines, favorisant ainsi un échange d'idées dynamique.

Appuyer les partenariats de recherche

Le comité a poursuivi le développement de collaborations existantes en matière de recherche, notamment avec l'Association canadienne des programmes en administration publique (ACPAP). Ces partenariats ont été essentiels pour promouvoir des recherches axées sur les enjeux prioritaires en administration publique et faciliter le transfert de connaissances entre le milieu académique et la pratique.

Lancement du programme de formation sur les valeurs et l'éthique

En collaboration avec Schulich ExecEd à l'Université York, le CRPP a lancé un nouveau programme de formation sur les valeurs et l'éthique. Cette initiative vise à doter les fonctionnaires des outils et cadres nécessaires pour faire face aux dilemmes éthiques, renforçant ainsi une culture d'intégrité au sein du secteur public.

Contribution aux événements et conférences de l'IAPC

Le CRPP a joué un rôle central dans l'élaboration du contenu de recherche des événements et conférences de l'IAPC, notamment lors de la conférence annuelle 2024 à Winnipeg. Le Comité a également appuyé une séance portant sur les transitions gouvernementales lors de la Conférence sur le leadership de l'IAPC. Les membres du comité contribuent activement à la programmation de la prochaine conférence annuelle qui se tiendra à Halifax. En organisant des séances axées sur des enjeux actuels et émergents, le comité s'est assuré que ces événements offrent des perspectives enrichissantes et des opportunités d'apprentissage significatives pour les participants.

Explorer de nouveaux partenariats de recherche

En vue de l'avenir, le CRPP explore activement de nouveaux partenariats de recherche afin d'enrichir davantage le domaine de l'administration publique. En identifiant et mobilisant de nouveaux collaborateurs potentiels, le comité souhaite élargir l'empreinte de recherche de l'IAPC et encourager des approches innovantes pour relever les défis du secteur public.

Nous tenons à remercier notre comité de la recherche et des pratiques professionnelles :

Zachary Spicer

Rany Ibrahim

Marcel Ramirez La Torre

Lori Neustaedter

Ardith Plant

Susan Brown

Luc Juillet

Evert Lindquist



– *Zachary Spicer*

Titulaire, Professeur agrégé à l'École de politique publique et d'administration à l'Université York.





Voici mon quatorzième et dernier rapport annuel en tant que rédacteur en chef. Canadian Public Administration / Administration publique du Canada (CPA/APC) est la principale publication canadienne pour la recherche évaluée par les pairs, produite par des chercheurs et praticiens canadiens, explorant une vaste gamme de sujets en administration publique aux paliers fédéral, provincial, territorial, municipal et autochtone. Nous encourageons également l'analyse comparative. CPA/APC constitue un outil précieux dans l'arsenal de l'IAPC pour le marketing et le recrutement de membres.

Jusqu'au 31 mars 2025, l'équipe éditoriale était composée de moi-même, des rédacteurs adjoints Luc Juillet (Université d'Ottawa) et Carey Doberstein (Université de la Colombie-Britannique), ainsi que de notre rédactrice administrative Christy Paddick, qui a collaboré avec Christiane Miroglio, responsable des traductions de l'anglais vers le français. J'ai eu la chance de travailler avec cette équipe exceptionnelle et dévouée. Vous trouverez mon message d'adieu complet, mes remerciements, ainsi que mes mots de bienvenue à la nouvelle équipe éditoriale dans le numéro de mars 2025 ici.

Canadian Public Administration/Administration publique du Canada (CPA/APC) est le principal organe de diffusion au Canada de la recherche évaluée par les pairs des universitaires et des praticiens canadiens qui explorent divers sujets sur l'administration publique aux niveaux fédéral, provincial, territorial, municipal et autochtone, et nous encourageons l'analyse comparative. La SCP/APC est un outil précieux dans l'arsenal de marketing et de recrutement des membres de l'IAPC.



– *Evert A. Lindquist*
Professeur, École d'administration
publique, Université de Victoria



En **2024**, les points forts de la SCP/APC étaient les suivants :

1.

Nous avons reçu 81 manuscrits et publié quatre numéros contenant un total de 26 articles originaux, 4 notes de recherche, 3 articles d'État de la recherche (State-of-the-Art Reviews), et une introduction pour le numéro spécial de décembre 2024. Un fait de plus en plus important : la quasi-totalité de ces publications étaient en accès libre (Open Access), permettant un accès à tous, et non seulement aux membres de l'IAPC ou à ceux disposant d'un abonnement universitaire. Les articles d'État de la recherche offrent un survol des articles et ouvrages incontournables sur des enjeux ou développements de pointe dans le domaine. Les manuscrits publiés font généralement l'objet de plusieurs révisions après réception des commentaires des évaluateurs et des rédacteurs.

2.

Le volume 2024 (67:1-4) de CPA/APC comprenait la gamme diversifiée de titres suivante :

- A.** Articles portant sur : le service public et les défis liés à l'après COVID ; les rôles politiques ministériels et les lettres de mandat ; la sélection du cabinet dans les gouvernements territoriaux ; l'expérience vécue des femmes sans-abri à Niagara ; les sociétés d'État et l'approvisionnement social ; la mise en œuvre de la 5G et la gouvernance multiniveaux ; les agences de soutien à l'amélioration de la qualité ; l'engagement des aînés dans les conseils consultatifs ; les perceptions de responsabilité dans la crise des soins de santé ; les origines du registre national des électeurs ; la Loi sur les ressources en eau du Canada (1970) ; et l'expérience vécue comme preuve pour les politiques sur l'itinérance.
- B.** Notes de recherche sur : la motivation au service public ; les implications de la polarisation dans les perceptions des problèmes sociaux ; l'intelligence artificielle ; les trajectoires de carrière du personnel ministériel en Ontario.
- C.** Articles de synthèse de pointe sur : la prestation d'infrastructures publiques ; les défis de l'évaluation des politiques ; et la recherche sur le plafonnement des carrières dans la fonction publique.
- D.** Numéro spécial : le numéro de décembre 2024 était particulièrement ambitieux, avec 19 articles commandés portant sur le thème général « Repositionner la fonction publique du Canada : une invitation au débat, à l'action et à la recherche collaborative », accompagnés d'une introduction et d'un article de conclusion substantiel.

3.

Le jury du prix Hodgett's, composé de la nouvelle équipe éditoriale (Rob Shepherd, rédacteur en chef, et les rédacteurs adjoints Kathy McNutt, Charles Conteh et Jonathan Paquette), a procédé à l'évaluation des articles de 2024 (vol. 67) afin de déterminer le meilleur article en anglais. La lauréate a été Maria Gintova pour son article intitulé « Public Service in Canada Post-COVID-19 Pandemic: Transitioning to Hybrid Work and Its Implementation Challenges », publié dans le numéro de mars 2024. L'équipe éditoriale collaborera avec l'IAPC pour organiser un webinaire.

4.

Le nombre de téléchargements en texte intégral (114 000) en 2024 à partir des archives de CPA/APC représente une légère baisse par rapport à 2023 (120 000), après plusieurs années de croissance soutenue. Toutefois, le Journal Citation Report de 2024 indique que le facteur d'impact sur deux ans de CPA/APC est passé à 1,4, poursuivant une tendance à la hausse : 0,900 en 2020, 0,984 en 2021, 1,0 en 2022, et 1,1 en 2023.

5.

En 2024, les dix articles et recherches les plus consultés comprenaient :

- Deux articles du vol. 60 (2017) : « Social license to operate » et « Digital government and service delivery: An examination of performance and prospects »
- Un du vol. 64 (2021) : « Lobbying "from within": A new perspective on the revolving door and regulatory capture »
- Un du vol. 65 (2022) : « The digital era and public sector reforms »
- Quatre du vol. 66 (2023) : « Reforming Canada's federal health-care funding arrangements » ; « Government of Canada's teleworking and hybrid policies in the aftermath of the COVID-19 pandemic » ; « Oversight and accountability for serious incidents in Canada: Who polices the police? » ; « What's going on there? Canadian government policy labs and public value management »
- Deux du vol. 67 (2024) : « Public Service in Canada post-COVID-19 pandemic: Transitioning to hybrid work and its implementation challenges » ; et « Navigating the challenges of policy evaluation »

Lindquist (introduction) : 1500+

Roberts 1400+

Wernick 5200+

Longo 1700+

Howlett & Migone 1300+

Heintzman & Marson 1100+

Shepherd & Champagne 1200+

Armstrong & Stedman 1200+

Huit articles ayant reçu entre 800 à 900 téléchargements

Trois articles ayant reçu entre 400 à 500 téléchargements

6.

En 2024, nous avons planifié deux événements de l'IAPC s'appuyant sur le contenu de CPA/APC, mais l'un d'entre eux a été reporté :

- A.** Le 3 octobre 2024 : invité en tant que rédacteur en chef de CPA et du numéro spécial de décembre 2024 intitulé « Re-Positioning the Public Service of Canada », pour participer au panel de clôture de la première journée avec Michael Wernick lors de la conférence annuelle de l'IAPC à Winnipeg sur le thème « Positioning the Public Service for Contemporary Challenges ».
- B.** Nous avons prévu organiser un webinaire de l'IAPC à l'automne 2024 pour célébrer les lauréats 2023 du prix J.E. Hodgetts, les Drs Eidelman et Lucas, pour leur article de juin 2023 intitulé « How do municipal mayors and councilors communicate with other levels of government? », mais celui-ci a finalement été reporté au 19 mars 2025.
- C.** Nous avons prévu organiser un webinaire de l'IAPC à l'automne 2024 pour célébrer les lauréats 2023 du prix J.E. Hodgetts, les Drs Eidelman et Lucas, pour leur article de juin 2023 intitulé « How do municipal mayors and councilors communicate with other levels of government? », mais celui-ci a finalement été reporté au 19 mars 2025.

7.

En revenant sur l'année 2024, je tiens à remercier les personnes suivantes pour leurs diverses contributions à la revue :

- Notre équipe éditoriale composée de Luc Juillet, Carey Doberstein et, tout particulièrement, de la rédactrice administrative Christy Paddick, pour leur engagement, leurs standards élevés, leur souci du détail et leurs conseils. Merci!
- Les nombreux contributeurs d'articles, de notes de recherche, d'articles d'État de la recherche (SOTAs) et de comptes rendus de livres, qui ont choisi de soumettre des manuscrits pour évaluation ou répondu à des invitations, et qui ont ensuite pris en compte les commentaires des évaluateurs et des rédacteurs. Comme toujours, nous apprécions vos idées et la grande qualité de votre travail.
- Le comité consultatif éditorial et les nombreux évaluateurs bénévoles (chercheurs et praticiens), qui sont essentiels au maintien des normes élevées et de l'intégrité académique de la revue. Il y a eu 68 évaluateurs au total en 2024. La liste complète des évaluateurs figure dans le numéro de mars 2025 de CPA/APC.
- Le bureau national de l'IAPC, le conseil d'administration de l'IAPC, le Comité de la recherche et des pratiques professionnelles, l'exécutif de l'Association canadienne des programmes en administration publique, ainsi que Wiley pour leur appui constant et soutenu envers CPA/APC.

8.

Le numéro de mars 2025 a été publié en tant que numéro de transition cogéré. Il comprend : deux commentaires de praticiens sur le numéro spécial de décembre 2024 ; trois articles portant sur le rôle du BVG en tant que partenaire de confiance, les perceptions des Canadiens à l'égard de la vie privée, et la transition des services de garde à but lucratif en Nouvelle-Écosse ; une revue d'État de la recherche sur la « charge administrative » ; ainsi que notre liste des évaluateurs de 2024.

9.

Nous attendons avec impatience la publication d'un numéro spécial intitulé « Résilience et résurgence autochtones dans la transformation de la gouvernance et de l'administration publique au Canada », prévue pour le numéro de septembre 2025.

- Le 1er avril 2025, la nouvelle équipe éditoriale de CPA/APC a officiellement pris en charge la revue, avec Christy Paddick qui demeure rédactrice administrative. Vous pouvez consulter le texte « Editor's Introduction and Félicitations! » de Rob Shepherd ici, qui présente la vision de la nouvelle équipe éditoriale pour l'avenir de la revue et introduit le numéro de juin 2025, qui sera bientôt publié. Je ne saurais trop exprimer à quel point je suis heureux de la nomination de Rob à titre de rédacteur en chef, ainsi que de la qualité remarquable de son équipe éditoriale et du nouveau comité consultatif éditorial. CPA/APC est entre de très bonnes mains!
- En conclusion, je remercie le conseil d'administration de l'IAPC ainsi que le président-directeur général David Fulford pour leur soutien envers CPA/APC. Pour toute question concernant la revue, veuillez contacter le professeur et rédacteur en chef Rob Shepherd à l'adresse suivante : robertpshepherd@cunet.carleton.ca.

Chers membres de la direction et du conseil d'administration de l'IAPC,

C'est avec plaisir que je prépare cette lettre d'accompagnement pour joindre le rapport annuel final du professeur Evert Lindquist dans son rôle de rédacteur en chef pour le volume 67 (2024). Permettez-moi d'abord de souligner que sous la direction du Dr Lindquist, le facteur d'impact de la revue est passé de 1,1 à 1,4, illustrant une croissance constante du nombre de lecteurs et de l'influence de la revue dans le domaine canadien. Grâce à son leadership, le réseau de chercheurs contribuant à la revue s'est élargi. Bien que le facteur d'impact ne tient pas compte de l'importante audience issue du milieu de la pratique, la revue continue d'être reconnue comme la voix du domaine canadien des politiques publiques et de l'administration publique.

En tant que nouveau rédacteur en chef, j'ai le plaisir de vous présenter mon équipe de rédacteurs adjoints : la professeure Kathy McNutt (Regina), responsable des numéros spéciaux et qui m'assiste lorsque je ne suis pas disponible ; le professeur Jonathan Paquette (Université d'Ottawa), rédacteur pour les articles en français ; et le professeur Charles Conteh, responsable des revues de recherche et des articles d'état de la recherche (SOTA), qui demeurent très populaires. Nous nous réunissons mensuellement pour discuter des priorités actuelles de la revue, notamment pour résoudre certains enjeux liés aux articles soumis, planifier les prochains numéros, collaborer à des dossiers spéciaux avec des équipes de chercheurs, et coordonner des activités de diffusion comme des webinaires et d'autres activités visant à promouvoir la revue.

Je suis également heureux d'annoncer la création d'un nouveau comité consultatif de rédaction composé de 16 membres représentant des universitaires de premier plan au Canada, des praticiens, des étudiants et des voix issues des communautés autochtones et des minorités visibles. Le comité s'est réuni le 6 juin 2025 pour discuter de l'avenir de la revue et de stratégies pour élargir son lectorat. Cette rencontre de deux heures et demie a permis à l'équipe éditoriale de nourrir une réflexion approfondie visant à l'élaboration d'un plan stratégique. L'équipe éditoriale se réunira en personne à Toronto le 18 juillet avec l'objectif de produire un rapport au début de l'automne. Ce rapport pourra être partagé avec le conseil d'administration de l'IAPC.

En bref, les projets pour la revue se répartissent en trois grandes catégories:

Premièrement, bien que le format actuel de la revue fonctionne depuis un certain temps, l'équipe éditoriale souhaite expérimenter de nouvelles façons d'atteindre un public plus large, y compris les praticiens. Par exemple, nous envisageons d'inviter des auteurs universitaires et praticiens à débattre d'un enjeu d'actualité pertinent pour le domaine, afin d'éclairer les complexités des débats administratifs ou liés à des réformes.

Deuxièmement, nous nous interrogeons sur des stratégies alternatives pour générer la monétisation de la revue, tout en examinant comment elle pourrait jouer un rôle plus actif dans des activités visant à accroître sa visibilité. L'équipe éditoriale explorera des moyens d'encourager une interaction plus accrue entre les auteurs et les lecteurs, sous forme de webinaires, débats hybrides ou en personne, etc. C'est ici que l'IAPC pourrait jouer un rôle accru, au-delà de ses responsabilités académiques, pour soutenir la notoriété de la revue tout en assurant son niveau de rigueur et de qualité.

Troisièmement, la revue pourrait étendre son soutien aux jeunes chercheurs en émergence. Contrairement à d'autres revues qui tiennent simplement les articles soumis, CPA/APC joue également un rôle de mentorat, en particulier auprès des chercheurs en début de carrière. L'équipe éditoriale prend le temps de lire chaque soumission et d'investir des efforts dans l'accompagnement au développement des compétences rédactionnelles académiques. Nous souhaitons explorer d'autres moyens de soutenir ces initiatives, tout en maintenant nos responsabilités éditoriales proactives.

En ce qui concerne le rapport d'étape du volume 68(1), la transition entre le leadership du Dr Lindquist et le mien s'est déroulée avec succès. J'ai beaucoup apprécié les réflexions d'Evert, ainsi que les nombreux apprentissages transmis par Christy Paddick, que j'ai partagés avec notre équipe éditoriale. Je tiens également à souligner que les professeurs Carey Doberstein et Luc Juillet demeurent membres actifs du comité éditorial et ont généreusement soutenu les nouveaux rédacteurs adjoints en partageant leurs outils et leurs plans pour les prochains numéros. L'équipe éditoriale continue de collaborer avec eux afin d'assurer une transition aussi harmonieuse que possible.

Le numéro de juin, Volume 68(2), est déjà disponible en avant-première, y compris l'accès à mon propre message de bienvenue en tant que nouveau rédacteur. Ce numéro aborde plusieurs sujets d'intérêt, notamment l'évolution du travail dans le secteur public, que les praticiens trouveront peut-être instructifs. Le volume 68(3) est un numéro spécial sur la réforme administrative autochtone, dont les rédacteurs invités sont actuellement à l'étape d'évaluation et de commentaires éditoriaux. Quant au volume 68(4), le numéro de décembre, est presque complet, plusieurs articles étant en cours d'évaluation ou de révision. En fait, nous avons déjà commencé à planifier le volume 69(1), ce qui témoigne de l'intérêt soutenu pour publier dans notre revue.

En bref, je suis ravi de travailler avec une équipe aussi formidable composée de Kathy, Jonathan, Charles, ainsi que l'excellente Christy Paddick comme rédactrice administrative. Je me réjouis de poursuivre la tradition de cette revue qui soutient le domaine canadien, établie par les anciens rédacteurs comme le Dr Lindquist, tout en accueillant davantage de contributions comparatives à l'échelle internationale. C'est également un privilège de continuer à collaborer avec l'IAPC et ses membres pour faire progresser notre domaine et affirmer notre position en tant que fonction publique de haute qualité à l'échelle mondiale.



– *Robert P. Shepherd*
Professeur, École de politiques
publiques et d'administration,
Université Carleton

Programmes internationaux et nationaux (PIN)

Les PNI élaborent et gèrent des partenariats innovateurs, des services de consultation et des programmes de formation visant à améliorer la performance des gouvernements au Canada et à l'international. Les PNI sont soutenus par de nombreux membres exceptionnels de l'IAPC, partenaires, bénévoles et consultants. Des programmes sur mesure, axés sur les échanges entre pairs, engagent les fonctionnaires dans un dialogue constructif, des débats enrichissants et la réalisation de résultats exceptionnels et durables.

L'année 2024 a de nouveau été une année difficile pour les programmes internationaux de l'IAPC. Le financement en développement international axé sur la fonction publique demeure très limité, ce qui a réduit les opportunités pour l'IAPC. De plus, les ressources actuellement disponibles à l'IAPC sont restreintes. Notre travail à l'international est beaucoup moins important qu'avant la pandémie; toutefois, il fait toujours partie des activités de l'IAPC et nous continuons d'accorder de l'importance à la valeur de ce travail en développement international.

Faits saillants de la gestion des programmes


L'Institut collabore avec Cowater International en tant que partenaire de soutien dans le cadre d'un projet de sept ans financé par AMC, appelé Facilité canadienne de commerce et d'investissement pour le développement (FCCID). Le principal objectif de la FCCID est d'appuyer les réformes des politiques commerciales et d'investissement favorisant une croissance inclusive et durable dans les pays en développement de la région Asie-Pacifique. La FCCID fournit une expertise technique et des interventions ciblées dans le cadre de réformes de politiques commerciales et d'investissement. En raison du ralentissement des activités pendant la pandémie, le projet accuse un retard dans ses dépenses. En 2024, le projet a obtenu une prolongation non financée d'un an, jusqu'au 31 mars 2026.

Le Mécanisme de déploiement d'experts pour le commerce et le développement (MDECD), également un projet de sept ans, est mené en partenariat avec Cowater Sogema. Le MDECD offre une assistance technique pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'accords de libre-échange (ALE) et d'accords de protection des investissements étrangers (APIE) entre le Canada et ses partenaires commerciaux des pays en développement ou des marchés émergents admissibles à l'aide publique au développement (APD). En raison du ralentissement des activités pendant la pandémie, ce projet accuse aussi un retard dans ses dépenses. En 2024, le projet a également reçu une prolongation non financée d'un an, jusqu'au 31 mars 2026.

En ce qui concerne les services de consultation nationaux, l'IAPC a mis l'accent en 2024 sur ses programmes de formation au Canada. Nos activités nationales comprenaient des initiatives en gouvernance autochtone, la conception créative avec le Danish Design Centre, en formation à l'IA avec Microsoft, en éthique avec Schulich School of Business, ainsi que des webinaires et d'autres formations avec des partenaires comme Deloitte. Ces programmes ont été offerts virtuellement et ont connu un grand succès, assurant une rentabilité importante de notre programme national en 2024.

L'IAPC continue de travailler avec détermination à développer et partager l'apprentissage et l'expertise en matière de fonction publique au Canada et dans le monde.

Les membres du comité des programmes nationaux et internationaux (PNI)

 Noah Arshinoff (président)

 Norma Maclsaac

 Scott Duff

 Ed Sajecki



– *Noah Arshinoff*
Président, Comité des programmes
nationaux et internationaux

Programme de la Gouvernance Autochtone

L'engagement et le partenariat avec les gouvernements autochtones constituent une priorité constante pour l'IAPC, ainsi que pour tous les gouvernements à travers le Canada. Nous reconnaissons que l'IAPC, ses membres, partenaires et commanditaires mènent des activités sur de nombreux territoires autochtones d'un océan à l'autre, et nous exprimons notre gratitude à nos partenaires autochtones, en particulier aux gardiens du savoir et aux aînés qui ont guidé ce travail.

L'IAPC est partenaire du projet Rebuilding First Nations Governance (RFNG), mené par l'Université Carleton et le Centre for First Nations Governance (CFNG). Ce projet est financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) pour appuyer la recherche sur une période de six ans. Le projet RFNG est une alliance nationale de communautés des Premières Nations, de conseils tribaux, de chercheurs universitaires et de praticiens du secteur public, créée pour appuyer les leaders et détenteurs de droits des Premières Nations ayant pris la décision de sortir du régime de la Loi sur les Indiens pour adopter leur propre modèle de gouvernance fondé sur leurs droits inhérents.

RFNG vise à fournir une recherche appliquée et des analyses dirigées par les gouvernements des Premières Nations qui souhaitent se réapproprier leur gouvernance ou quitter complètement celle imposée par la Loi sur les Indiens. Les partenaires du projet RFNG comprennent six Premières Nations et deux conseils tribaux, six universités canadiennes, trois organisations non gouvernementales ainsi que 35 chercheurs et praticiens du Canada et des États-Unis.





Plusieurs activités liées au projet ont été organisées en 2023. Des aînés, leaders et administrateurs des Premières Nations se sont réunis avec des praticiens, universitaires et autres experts à Carleton University, sur le territoire algonquin, les 11 et 12 juin 2023 pour l'événement Rekindling the Fire. Organisée par le projet RFNG en partenariat avec le CFNG, cette rencontre a offert aux Premières Nations partenaires une occasion de partager leurs expériences et d'apprendre les unes des autres sur la manière dont elles travaillent à surmonter la Loi sur les Indiens et à effectuer la transition vers l'autonomie gouvernementale fondée sur leurs droits inhérents. Durant ces deux jours de discussions, il est apparu que les personnes, la langue et le territoire constituent des piliers essentiels pour les communautés et nations partenaires dans le processus de reconstruction de leurs structures de gouvernance et de leurs lois, dans le but d'exercer leurs droits inhérents et de délaissier la Loi sur les Indiens.

Les publications et les recherches représentent également un élément clé du projet. Une nouvelle série de brèves analytiques de haut niveau, intitulée Shortcuts, a été publiée. Elle est conçue pour les conseils et administrateurs des Premières Nations ou toute personne ayant besoin d'une introduction rapide à des sujets tels que la consultation et l'accommodement, ou encore le consentement libre, préalable et éclairé.

De plus, le document Connecting the Dots to Reveal a New Picture: A Report on Indian Act By-Law Enforcement Issues Faced by First Nations in Nova Scotia and Beyond, (Relier les points pour révéler une nouvelle image : rapport sur les problèmes liés à l'application des règlements administratifs de la Loi sur les Indiens auxquels sont confrontées les Premières Nations en Nouvelle-Écosse et au-delà), rédigé par Naiomi Metallic et Roy Stewart, a été publié en 2023. Ils analysent dans ce rapport les défis auxquels font face les Premières Nations de la Nouvelle-Écosse pour exercer leur contrôle juridictionnel par le biais des règlements administratifs prévus par la Loi sur les Indiens.



Prix de l'IAP



Peter Wallace
 conseiller principal au Boston Consulting Group, membre du Munk Institute of Global Affairs and Public Policy et membre du CD Howe Institute



IPAC | MÉDAILLE VANIER



Peter Wallace recevra la médaille Vanier lors de la conférence annuelle de l'IAPC qui se tiendra à Winnipeg du 2 au 4 octobre 2024. Il y parlera de l'importance du secteur public dans un monde en évolution.

Chaque année, l'IAPC remet la Médaille Vanier à une personne ayant démontré un leadership exceptionnel dans le domaine de l'administration publique et du service public au Canada, ou ayant apporté une contribution importante à ces domaines, en tant que symbole de distinction et d'accomplissements extraordinaires. Ce prix rend hommage à Georges Vanier, le premier gouverneur général canadien-français du Canada, profondément engagé dans le service public. Il s'agit de la plus haute distinction décernée par l'IAPC.

La Médaille Vanier 2024 a été remise à Peter Wallace, un leader désormais à la retraite, qui a mené une carrière exceptionnelle de 35 ans dans des postes de direction clés aux trois ordres de gouvernement au Canada. Il a occupé certaines des plus hautes fonctions de la fonction publique canadienne, notamment secrétaire du Cabinet en Ontario, directeur municipal de Toronto et secrétaire du Conseil du Trésor du Canada. Qu'il s'agisse de diriger l'Ontario à travers la crise financière de 2008 ou de superviser la réponse du Canada à la COVID-19, Peter a constamment obtenu des résultats face aux défis de gouvernance et de politiques les plus complexes.

Reconnu pour son intégrité, sa diplomatie et son approche inclusive, Peter est connu pour dire la vérité au pouvoir et pour bâtir des équipes solides, guidées par des valeurs. Son héritage comprend d'importantes réformes en matière d'éducation, d'énergie, de finances publiques et de collaboration intergouvernementale. Peter Wallace incarne les plus hauts idéaux du service public et mérite pleinement la Médaille Vanier.

Prix d'excellence pour les leaders établis du secteur public

Le Prix de l'IAPC pour les leaders établis rend hommage aux personnes en administration publique ayant réalisé des accomplissements importants sur une longue période et dont les contributions ont eu un impact significatif sur l'intérêt public. Ces individus incarnent les principes de l'administration publique et inspirent la confiance dans leur domaine respectif.

- Carlene Alexander – Secrétariat du Conseil du Trésor de l'Ontario
- Dr Akolisa Ufodike – Sous-ministre, ministère de l'Immigration et du Multiculturalisme, Alberta

Prix d'excellence pour les leaders émergents du secteur public

Ce prix est remis aux nouveaux leaders prometteurs de l'administration publique ayant cinq années d'expérience ou moins, dont le travail a eu une incidence importante sur l'intérêt public. Ces personnes incarnent les principes de la gestion publique et sont reconnues pour leur fiabilité et leur leadership.

- Dr James FitzGerald – Analyste des politiques, Ressources naturelles Canada
- Jessica Forbes – Coordonnatrice provinciale, Prestation intégrée des services, gouvernement du Nouveau-Brunswick

Prix d'excellence en innovation dans le secteur public

Le Prix de l'IAPC pour l'innovation récompense une personne ou une organisation ayant introduit un changement remarquable ou une nouvelle méthode au service de l'intérêt public.

- Équipe des maladies cardiovasculaires – Ministère de la Santé de la Colombie-Britannique
- Équipe des services de connectivité réseau – Ministère des Services aux citoyens de la Colombie-Britannique
- Équipe du transport en commun de la région de York – Municipalité régionale de York

Prix d'excellence du service distingué en promotion de la santé mentale

Ce prix reconnaît une personne ou une organisation ayant un bilan exceptionnel en matière de programmes innovants et durables en santé mentale pour des individus ou des communautés.

- Division des services à la famille de Durham – Municipalité régionale de Durham

76e Congrès annuel national



OCTOBER 2-4, 2024
2024
IPAC ANNUAL CONFERENCE
 Trust, Change, and Public Administration

OCTOBRE 2-4, 2024
2024
CONFÉRENCE ANNUELLE D'IAPC
 Confiance, changement et administration publique



L'Institut d'administration publique du Canada a fièrement accueilli son 76e congrès national annuel du 2 au 4 octobre 2024, en format hybride, au Centre des congrès RBC à Winnipeg (Manitoba) et virtuellement. Sous le thème « Confiance, changement et administration publique », la conférence a réuni plus de 1 300 participants, incluant des fonctionnaires, hauts dirigeants, universitaires et experts de partout au pays.

Leadership éclairé et allocutions principales

Le programme a présenté des allocutions phares inspirantes livrées par certaines des voix les plus influentes de l'administration publique canadienne. Parmi les faits saillants :

- L'honorable Robert Rae, ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies, a livré la conférence de clôture sur l'élaboration des politiques en temps de crise.
- Mark Schaan, sous-secrétaire du Cabinet du Conseil privé (intelligence artificielle), a ouvert la journée du vendredi avec une allocution percutante sur la navigation de l'IA dans le secteur public.
- D'autres hauts dirigeants ont partagé leurs perspectives, dont Christiane Fox (Greffière adjointe du Conseil privé), Mala Khanna (Sous-secrétaire du Cabinet du Conseil privé), et Sarah Thiele (Greffière du Conseil exécutif et secrétaire du Cabinet du Manitoba).

La conférence a également été soutenue par les champions de la conférence, qui ont joué un rôle central dans sa réussite : Jan Forster (sous-ministre, gouvernement du Manitoba), Diane Gray (présidente, Développement économique Prairies Canada) et Felicia Wiltshire (directrice, Ville de Winnipeg).



Moments forts du programme

La conférence de trois jours a proposé plus de 15 sessions sous différents formats : plénières, ateliers en parallèle, présentations de prix et événements de réseautage. Les principaux thèmes abordés comprenaient :

- Les politiques publiques et la gouvernance dans la complexité
- La crise du logement
- L'intelligence artificielle et la transformation numérique
- Le leadership souple et les modèles de travail en évolution
- La santé, la gouvernance et les traités autochtones
- Les changements climatiques et la résilience du secteur public

Les participants ont également profité de :

- Un salon photo professionnel pendant trois jours (en présentiel)
- Des pauses-repas prolongées favorisant le réseautage approfondi
- Un « Carrefour de réseautage » avec rencontres entre pairs et une zone « L'IA en action »
- Des visites guidées et une programmation culturelle dans le centre-ville de Winnipeg



Célébrer l'excellence du secteur public

Tout au long de la conférence, l'IAPC a célébré l'innovation et le leadership grâce à son programme national de prix, avec la diffusion de vidéos des lauréats et des présentations sur scène qui ont inspiré et mobilisé la communauté de la fonction publique :



Remise de la Médaille Vanier – Peter Wallace a été honoré pour son leadership exceptionnel



Prix du leader établi – Reconnaissance d'agents de changement chevronnés



Prix du leader émergent – Mise à l'honneur de fonctionnaires tournés vers l'avenir



Prix de l'innovation – Projets et partenariats avant-gardistes célébrés



Prix en santé mentale et mieux-être

Inclusion et partenariats communautaires

Le programme de cette année a été conçu en collaboration avec le groupe régional du Manitoba de l'IAPC, et enrichi par des partenariats avec :

- Réseau de la fierté dans la fonction publique
- Communauté nationale des gestionnaires
- Réseau des cadres noirs
- Infinity (réseau des fonctionnaires neurodivergents/neuroatypiques)

Ces collaborations ont permis de créer un espace d'apprentissage et d'échange plus inclusif et représentatif.

Remerciements

La conférence de cette année a été rendue possible grâce au soutien généreux de nos commanditaires, notamment notre commanditaire Platine Deloitte, ainsi que les commanditaires Or Microsoft et Blueprint.

Le succès de la conférence 2024 témoigne du travail acharné du personnel national de l'IAPC, des bénévoles et du groupe régional de Winnipeg, dont les efforts collectifs ont donné vie à cet événement marquant. Les discussions et connexions établies continueront de façonner et de renforcer la fonction publique canadienne.



Groupe des nouveaux professionnels

Le 16 janvier 2025, l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC) a organisé avec succès un événement à l'intention des nouveaux professionnels, réunissant des participants de partout au pays. Entièrement virtuel et d'une journée, cet événement visait à outiller les fonctionnaires en début de carrière avec les connaissances, les outils et les contacts nécessaires pour s'épanouir dans un secteur public en constante évolution.

L'événement offrait une série de séances dynamiques adaptées aux besoins uniques des leaders émergents, et permettait à plusieurs nouveaux professionnels de participer à des panels et d'animer des discussions. Les séances ont offert une expérience d'apprentissage riche et stimulante, réaffirmant l'engagement constant de l'IAPC envers le développement des futurs leaders du service public au Canada.

À tous les ordres de gouvernement, les fonctionnaires reconnaissent que la collaboration, le soutien mutuel et l'apprentissage continu sont essentiels pour relever les défis complexes d'aujourd'hui. L'événement des nouveaux professionnels de l'IAPC a servi de plateforme essentielle pour renforcer ces valeurs; en offrant aux participants des occasions de se connecter, d'échanger des idées et de favoriser leur croissance professionnelle continue. À l'ère des changements rapides, l'événement a mis en lumière l'importance de l'adaptabilité et de la pensée prospective pour assurer une fonction publique résiliente et novatrice.

En plus du succès de l'événement, le Réseau des nouveaux professionnels a officiellement mis sur pied un comité national afin de soutenir et d'élargir sa portée. Ce comité est structuré en trois groupes de travail dédiés :

- Communications et marketing
- Rayonnement et adhésion
- Développement professionnel

Chaque groupe œuvre selon un mandat clair qui guide ses initiatives et ses contributions. Collectivement, ils veillent à ce que la programmation de l'IAPC demeure adaptée aux besoins évolutifs des nouveaux professionnels du service public. Les principaux domaines d'intervention comprennent :

Soutenir les occasions de réseautage

- Développer des programmes de perfectionnement professionnel
- Promouvoir et développer le Réseau des nouveaux professionnels
- Organiser des événements et des séances adaptés aux professionnels en début de carrière
- Fournir des conseils et perspectives de nouveaux professionnels au comité national de l'IAPC

Par ces efforts, l'IAPC continue d'outiller la prochaine génération de leaders du secteur public. Pour en savoir plus ou vous impliquer (nous serions ravis de vous compter parmi nous !), veuillez visiter la page du Réseau des nouveaux professionnels sur le site IPAC.ca.

19e Conférence nationale sur le leadership

Le 19e Sommet national sur le leadership de l'IAPC, sous le thème « Diriger avec intégrité : un leadership transformateur dans la fonction publique », s'est tenu virtuellement le 7 mars 2024. Il a réuni plus de 1 700 participants issus de l'ensemble du secteur public canadien. Diffusé sur une plateforme 100% virtuelle, l'événement a rassemblé hauts dirigeants, fonctionnaires et universitaires pour une journée complète de dialogues dynamiques, de perfectionnement en leadership et de réflexions prospectives sur l'administration publique.

Le Sommet s'est concentré sur l'évolution du leadership à une époque marquée par des transformations sociales, économiques et technologiques. Par le biais de conférences principales, de panels et d'ateliers simultanés, les participants ont exploré des solutions novatrices, des études de cas concrètes et des stratégies pour diriger avec empathie, résilience et intégrité.

Moments forts

Mot d'ouverture

Le Sommet a commencé avec des allocutions de Jhannell Edwards, conseillère en communications stratégiques au Secrétariat du Réseau des cadres noirs, Paul LaFleche, président de l'IAPC, et James Gordon, associé directeur chez Deloitte, posant le cadre d'une journée de réflexion inspirante sur le leadership.

Entretien principal – Conversation au coin du feu

Un entretien marquant a réuni Son Excellence la très honorable Mary Simon, gouverneure générale du Canada, en discussion avec Janice Charette, ancienne greffière du Conseil privé, animé par Christiane Fox, greffière adjointe du Conseil privé. La session a mis en lumière l'importance de la réconciliation, du leadership inclusif et de la transformation des institutions. institutional transformation.

Thèmes et séances du programme

Leadership municipal en temps de crise

Des dirigeantes telles que Shari Lichterman (Ville de Mississauga) et Cathie O'Toole (Halifax) ont abordé les défis liés aux infrastructures, à l'innovation dans la prestation de services et à la gestion de la complexité dans les administrations locales.

L'intelligence artificielle au service du bien public

Avec des conférenciers de Microsoft Canada et d'EDSC, notamment John Weigelt, Nadia Shaikh-Naeem et Doug Woodworth, cette séance a exploré comment l'IA transforme la prestation de services et améliore l'expérience des citoyens.

Ateliers simultanés – Sessions thématiques

Les participants ont pu choisir parmi trois ateliers immersifs sur le leadership :

- « Conversations authentiques en environnement virtuel » avec Dr Ellen Choi (Université métropolitaine de Toronto – TMU)
- « Faciliter une transition énergétique abordable » avec Erica Iannotti, Robby Sohi et autres experts
- « Diriger en période de perturbation » avec Leslie Woo, Pedro Barata, Jeremy Hewitt et Samina Sami

Rejoignez-nous virtuellement le 7 Mars INSCRIVEZ-VOUS AUJOURD'HUI

19^{ÈME} SOMMET ANNUEL DE LEADERSHIP DE L'IAPC

Diriger avec intégrité : Le leadership transformateur dans le service public

La conférence nationale sur le leadership de l'IAPC donne aux cadres, aux fonctionnaires et aux universitaires de tout le pays l'occasion de s'entretenir avec des dirigeants qui ont su faire face au changement, s'adapter à la complexité et cultiver l'autonomisation.

7 MARS 2024

FAITS SAILLANTS DES SÉANCES

Une discussion informelle
 Son Excellence la très honorable Mary Simon, gouverneure générale du Canada, participera à une discussion informelle avec Janice Charette, ancienne greffière du Conseil privé. Dans le cadre de cette discussion, qui sera animée par Christiane Fox, sous-greffière du Conseil privé, la gouverneure générale abordera l'importance de la diversité et de l'inclusion dans les postes de direction, ainsi que le rôle de la réconciliation dans la transformation de notre pays et de notre société.

Maîtresse de cérémonie de la conférence
 Jhannell Edwards, conseillère en communications stratégiques, Le Réseau des exécutifs noirs (REN), Gouvernement du Canada

Remarques de bienvenue
 James Gordon et Paul LaFleche

Naviguer vers de nouveaux défis : Les gouvernements locaux dans un monde en constante évolution
 Shari Lichterman, Cathie O'Toole, et animé par Zac Spicer

Révolutionner les services aux citoyens et alimenter la prospérité du Canada avec l'IA
 John Weigelt, Nada Shaikh-Naem, Doug Woodworth, et animé par Neil Desai

CLICKEZ POUR VOUS INSCRIRE AUJOURD'HUI
 WWW.IPAC.CA

Rejoignez-nous virtuellement le 7 Mars INSCRIVEZ-VOUS AUJOURD'HUI

19^{ÈME} SOMMET ANNUEL DE LEADERSHIP DE L'IAPC

Diriger avec intégrité : Le leadership transformateur dans le service public

7 MARS 2024

FAITS SAILLANTS DES SÉANCES

Des conversations authentiques dans un environnement virtuel
 Ellen Choi

Permettre une transition énergétique abordable - apprendre d'autres juridictions
 Erica Iannotti, Robby Sahi, et animée par Miela Buckley-Pearson

Le leadership en période de perturbations : Comment faire preuve de leadership en période d'incertitude et de changements rapides
 Leslie Woo, Pedro Barata, Jeremy Hewitt, et animée par Samina Sami

Histoires de résilience et d'impact : Les femmes redéfinissent le leadership
 Shannon Salter, Frances McRae, Mary Madigan-Lee, et animée par Tene Knibbs

De la rhétorique à la réalité - De vraies solutions aux défis de l'offre et de la demande en matière de logement
 Dan McKenna, Jennifer Shulman, et animée par Deanna Veltri

CLICKEZ POUR VOUS INSCRIRE AUJOURD'HUI

MERCI À NOS PARTENAIRES ET COMMANDITAIRES

Deloitte  **Microsoft**

   **IPAC IAPC** TORONTO **WWW.IPAC.CA**

Les femmes redéfinissent le leadership

Un panel composé uniquement de femmes, incluant Shannon Salter, Frances McRae et Mary Madigan-Lee, a partagé leurs leçons sur le leadership adaptatif, l'impact fondé sur les valeurs et la transformation des milieux de travail. Cette discussion a été animée par Tene Knibbs de Deloitte.

Panel sur les solutions en logement

La conférence de clôture a mis en vedette Dan McKenna (Nightingale Housing, Australie) et Jennifer Shulman (Deloitte Canada), animée par Deanna Veltri, portant sur des solutions concrètes aux défis liés à l'offre et à la demande de logements au Canada.

Clôture

La journée s'est conclue par les réflexions finales de Jhannell Edwards, mettant en lumière l'importance de l'intégrité, de l'innovation et de la résilience dans le leadership du secteur public.

Impact

Les participants ont salué la qualité des conférenciers, la pertinence des idées concrètes et le format interactif et inclusif du Sommet. L'événement a mis en évidence le rôle croissant de l'IAPC comme rassembleur national de dialogues tournés vers l'avenir dans la fonction publique.

Le Sommet sur le leadership 2024 a été rendu possible grâce au soutien de Deloitte, Microsoft, l'Université métropolitaine de Toronto, de la Communauté nationale des gestionnaires, IAPC Toronto, ainsi que de nombreux autres partenaires dont l'engagement a permis de faire de cet événement une réussite remarquable.





Rapport de la trésorière

Au nom du conseil d'administration de l'IAPC, je soumet ce rapport, qui constitue un aperçu de la rendement financier de l'IAPC au cours du dernier exercice financier, de sa situation financière à la fin de l'année 2024, ainsi qu'un aperçu de la situation financière anticipée pour l'année à venir. Les états financiers vérifiés de l'exercice 2024 de l'IAPC sont inclus dans ce rapport, accompagnés du rapport de l'auditeur sans réserve.

Nous sommes heureux d'annoncer que 2024 a été une année particulièrement réussie pour l'IAPC et que l'organisation est en bonne voie d'atteindre de nouveau la viabilité financière complète. Nous continuons de bâtir notre Fonds de durabilité, afin de nous prémunir contre d'éventuelles périodes difficiles à venir. L'année 2024 s'est clôturée avec un surplus de plus de 84 000 \$, soit environ 29 000 \$ de plus que le budget prévu. Il s'agit de notre année financière la plus réussie depuis 2017.

Nos partenariats avec d'autres organisations ont été extrêmement fructueux. Nous avons continué à offrir des programmes et formations virtuels, accessibles aux participants de tous les niveaux de gouvernement à travers le Canada. Nos programmes de formation incluaient : Design Skill for Public Innovation avec le Danish Design Centre, Integrity First: Values and Ethics for a Modern Public Service avec la Schulich School of Business, Navigating AI: A Practical Guide for Public Servants avec Microsoft, Human and Social Services Learning Academy avec Deloitte.

Tous ces programmes ont été très bien accueillis et ont généré des revenus pour l'IAPC au cours de l'année 2024.

En 2024, l'IAPC a renforcé son engagement auprès de ses membres et de ses partenaires corporatifs. En conséquence, notre conférence annuelle a connu une forte participation, tant virtuellement qu'en personne, et a permis d'attirer à la fois des participants et des commanditaires. L'IAPC a également élargi ses partenariats institutionnels par rapport à l'année précédente. Toutefois, l'IAPC a de nouveau été confrontée au ralentissement continu de ses activités en développement international, notamment en raison de ressources limitées pour répondre adéquatement aux opportunités à l'étranger.

Plusieurs gouvernements ont poursuivi la réduction de leur financement aux organisations sans but lucratif, y compris à l'IAPC. Pour s'adapter, l'IAPC a réduit ses coûts en quittant son petit bureau loué pour s'installer dans des locaux à l'Université York, réduisant ainsi une fois de plus ses frais généraux. De plus, l'IAPC n'a pas remplacé les membres du personnel ayant quitté l'organisation au cours des dernières années, ce qui a permis de maintenir les coûts liés à la masse salariale au minimum. L'IAPC a aussi investi judicieusement, au début de 2024, dans la modernisation de son site Web, et nous sommes très satisfaits des résultats obtenus.

L'année 2025 commence sous le signe de l'optimisme, avec de nouveaux partenariats et des événements déjà couronnés de succès. L'année s'annonce prometteuse, mais il nous sera difficile de maintenir ce rythme à long terme avec l'effectif réduit actuel. Aucune embauche supplémentaire n'a été budgétée pour 2025, mais nous allons réévaluer cette situation lors de la préparation du budget 2026. L'IAPC continuera d'avoir besoin de votre appui indéfectible pour prospérer en tant qu'organisation financièrement viable et pertinente, dédiée à la promotion et au soutien de la fonction publique canadienne.

Je souhaite profiter de cette occasion pour remercier le Comité des finances et de l'évaluation des risques, ainsi que le Comité de vérification, pour leur soutien et leur engagement. Voici la composition de chacun de ces comités:

Le comité des finances et de l'évaluation des risques :

Darinka Pejic (Chair)
Sean Elliot
Mala Khanna
Lori Kimball
Paul T. LaFleche

Le comité d'audit :

Darinka Pejic (Chair)
Giles Gherson
Mala Khanna
Lori Kimball
Paul T. LaFleche
Amar Singh

Je tiens également à remercier la direction et le personnel de l'IAPC pour leur leadership, leur engagement et leur gestion prudente des ressources.



– *Darinka Pejic*
Trésorière





Financial Statements

The Institute of Public Administration of
Canada

December 31, 2024

Contents

	Page
Independent Auditor's Report	1 - 2
Statement of Financial Position	3
Statement of Operations	4
Statement of Changes in Fund Balances	5
Statement of Cash Flows	6
Notes to the Financial Statements	7 - 10

Independent Auditor's Report

Doane Grant Thornton LLP
11th Floor
200 King Street West, Box 11
Toronto, ON
M5H 3T4
T +1 416 366 0100
F +1 416 360 4949

To the Members of
The Institute of Public Administration of Canada

Opinion

We have audited the financial statements of The Institute of Public Administration of Canada (the "Organization"), which comprise the statement of financial position as at December 31, 2024, and the statements of operations, changes in fund balances and cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Organization as at December 31, 2024, and its results of operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations ("ASNPO").

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Organization in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with ASNPO, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Organization's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Organization or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Organization's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Organization's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Organization's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Organization to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Doane Grant Thornton LLP

Toronto, Canada
June 13, 2025

Chartered Professional Accountants
Licensed Public Accountants

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA
Statement of Financial Position
As at December 31, 2024

Assets		
	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Current Assets		
Cash	\$ 252,085	\$ 348,468
Accounts receivable	430,450	167,581
Prepaid expenses and other current assets	<u>23,984</u>	<u>52,147</u>
	706,519	568,196
Non-Current Assets		
Property and equipment (Note 3)	<u>22,926</u>	<u>36,570</u>
	\$ 729,445	\$ 604,766
Liabilities and Fund Balances		
Current Liabilities		
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 188,949	\$ 158,086
Deferred revenue and contributions (Note 4)	365,706	315,431
Loan payable (Note 5)	<u>-</u>	<u>40,000</u>
	554,655	513,517
Fund Balances (Note 2(a))		
Sustainability Fund (Unrestricted)	151,864	54,679
Investment in property and equipment	<u>22,926</u>	<u>36,570</u>
	<u>174,790</u>	<u>91,249</u>
	\$ 729,445	\$ 604,766

Approved on behalf of the Board of Directors

_____ Director

_____ Director

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA
Statement of Operations
For the year ended December 31, 2024

	2024 <u>Budget</u> (Unaudited - Note 9)	2024 <u>Actual</u>	2023 <u>Actual</u>
Revenue			
Annual conference	\$ 415,000	\$ 488,631	\$ 496,580
Membership fees	365,000	386,358	404,485
Research projects	255,000	336,545	124,414
Other conferences and workshops	280,000	249,942	251,900
Other income	120,000	106,852	112,728
Subscription and sales	35,350	42,994	37,620
Other international funding	100,000	30,642	45,055
	<u>1,570,350</u>	<u>1,641,964</u>	<u>1,472,782</u>
Expenses			
Operating expenses			
Annual conference	280,000	371,127	280,655
Research projects	71,000	107,302	51,732
Publications	19,000	16,826	15,608
Other conferences and workshops	47,500	15,421	22,213
Regional groups and membership services	18,000	10,086	6,819
Honours and awards	9,000	4,812	5,256
Other international projects	30,000	1,159	564
	<u>474,500</u>	<u>526,733</u>	<u>382,847</u>
Administration expenses			
Salaries, wages and benefits	856,990	771,733	756,555
Other administrative expenses	151,500	213,287	182,129
Amortization of property and equipment	20,000	24,258	21,231
Rent, caretaking and utilities	38,500	22,371	159,394
Board committee	1,000	41	-
	<u>1,067,990</u>	<u>1,031,690</u>	<u>1,119,309</u>
	<u>1,542,490</u>	<u>1,558,423</u>	<u>1,502,156</u>
Excess (deficiency) of revenue over expenses	\$ 27,860	\$ 83,541	\$ (29,374)

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA

Statement of Changes in Fund Balances

For the year ended December 31, 2024

	Sustainability Fund (Unrestricted)		Investment in property and equipment		Total	
	2024 <u>Budget</u> (Unaudited Note 9)	2024 <u>Actual</u>	2024 <u>Budget</u> (Unaudited Note 9)	2024 <u>Actual</u>	2024 <u>Budget</u> (Unaudited Note 9)	2024 <u>Actual</u>
Fund balances,						
beginning of year	\$ 54,679	\$ 54,679	\$ 36,570	\$ 36,570	\$ 91,249	\$ 120,623
Excess (deficiency) of						
of revenue						
over expenses	27,860	83,541	(29,374)	-	27,860	(29,374)
Amortization	20,000	24,258	21,231	(24,258)	-	-
Purchase of property						
and equipment	(15,000)	(10,614)	(16,975)	10,614	-	-
Fund balances,						
end of year	\$ 87,539	\$ 151,864	\$ 54,679	\$ 22,926	\$ 119,109	\$ 91,249

See accompanying notes to the financial statements.

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA
Statement of Cash Flows
For the year ended December 31, 2024

	2024	2023
	<u>Total</u>	<u>Total</u>
Operating activities		
Excess (deficiency) of revenue over expenses	\$ 83,541	\$ (29,374)
Amortization of property and equipment	<u>24,258</u>	<u>21,231</u>
	107,799	(8,143)
 Changes in non-cash working capital items		
Accounts receivable	(262,869)	37,836
Prepaid expenses and other current assets	28,163	(11,043)
Accounts payable and accrued liabilities	30,863	(40,933)
Deferred revenue and contributions	<u>50,275</u>	<u>72,013</u>
	(45,769)	49,730
 Financing activities		
Repayment of loan payable	<u>(40,000)</u>	<u>-</u>
 Investing activities		
Purchase of property and equipment	<u>(10,614)</u>	<u>(16,975)</u>
 Net (decrease) increase in cash	(96,383)	32,755
 Cash, beginning of year	<u>348,468</u>	<u>315,713</u>
 Cash, end of year	\$ 252,085	\$ 348,468

See accompanying notes to the financial statements.

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA

Notes to the Financial Statements

Year ended December 31, 2024

1. Purpose of the organization

The Institute of Public Administration of Canada (the "Institute") is a private, not-for-profit organization, which enables public servants from all spheres of government, university and college, teachers, staff, students and others interested in public administration to exchange ideas on trends, practices and innovations in public administration. Its scope covers governance from the global to the local level. Regional groups across the country provide local networks and forums.

The Institute was federally incorporated without share capital on December 15, 1947 as a not-for-profit organization and has continued under the Canada Not-for-Profit Corporations Act.

2. Summary of significant accounting policies

These financial statements are in accordance with Canadian Accounting Standards for Not-for-Profit Organizations (ASNPO). The accounts of the Institute are maintained using the accrual basis of accounting.

ASNPO requires entities to select policies appropriate for their circumstances from policies provided in these standards. The significant accounting policies selected by the Institute and applied in these financial statements are summarized below.

(a) Nature of funds

Sustainability Fund

The Sustainability Fund is unrestricted and accounts for current operations and programs.

Investment in property and equipment Fund

The Investment in property and equipment Fund accounts for the equipment of the Institute.

(b) Revenue recognition

The Institute follows the deferral method of accounting for contributions. Funds received for contributions are deferred and recognized in revenue at the time the related expenses are incurred. These funds are not segregated from general funds except at the specific request of the donor.

Contributed services

The Institute's activities are supported by the help of volunteers. Donated services are not recognized in these statements due the difficulty in determining fair value.

Membership fees

The term of individual membership and institutional partnership fees is on a rolling annual basis. Any individual membership fees and institutional partnership fees received for the subsequent year are deferred to the following fiscal year.

Subscription and sales

Revenue is recognized when products are delivered to customers. Revenue is stated net of discounts and returns.

Conference and workshop fees

The conference registration fees are recognized as revenue in the period in which the conference takes place.

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA
Notes to the Financial Statements
Year ended December 31, 2024

2. Summary of significant accounting policies (continued)

Special project funds

Funds received for special projects are included in income at the time the related expenses are incurred. These funds are not segregated from general funds except at the specific request of the donor.

(c) Property and equipment

Property and equipment are stated at cost and consist of computer equipment. Amortization is charged to operations on a straight-line basis over three years.

(d) Foreign currency translation

The monetary assets and liabilities are translated at the rate of exchange in effect at year-end. Revenue and expenses are translated at the rates in effect at their transaction dates. The resulting gains and losses are included in other administration expenses in the statement of operations.

(e) Financial instruments

The Institute considers any contract creating a financial asset, liability or equity instrument as a financial instrument.

The Institute's financial instruments comprise cash, accounts receivable, and accounts payable.

Initial measurement

The Institute's financial assets and liabilities are measured at fair value, less related financing fees and transaction costs. In the case of financial assets or liabilities that will be subsequently measured at amortized cost, fair value is adjusted for financing fees and transaction costs.

Financial assets and liabilities in related party transactions are initially measured at cost, with the exception of certain instruments which are initially measured at fair value. The Institute does not have any financial assets or liabilities in related party transactions which are initially measured at fair value.

Subsequent measurement

At each reporting date, the Institute measures its financial assets and liabilities at amortized cost (including any impairment in the case of financial assets) except for cash.

Financial assets and liabilities recognized in related party transactions are subsequently measured based on how the Institute initially measured the instrument. Financial instruments initially measured at cost are subsequently measured at cost, less any impairment for financial assets. Financial instruments initially measured at fair value, of which the Institute has none, would be subsequently measured at amortized cost or fair value based on certain conditions.

Impairment

With respect to financial assets measured at amortized cost, the Institute assesses whether there are any indications of impairment. If an indication of impairment exists, an impairment loss is recognized in operations. The reversal of a previously recognized impairment loss is recognized in operations in the year the reversal occurs.

(f) Measurement uncertainty

Management reviews the carrying amounts of items in the financial statements at each statement of financial position date to assess the need for revision or any possibility of impairment. Certain items in the preparation of these financial statements require management's best estimate. Management determines these estimates based on assumptions that reflect the most probable set of economic conditions and planned courses of action.

These estimates are reviewed periodically and adjustments are made to excess (deficiency) of revenue over expenses as appropriate in the year they become known.

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA
Notes to the Financial Statements
Year ended December 31, 2024

3. Property and equipment

	<u>Cost</u>	<u>Accumulated Amortization</u>	<u>Net 2024</u>	<u>Net 2023</u>
Computer equipment	<u>\$ 460,756</u>	<u>\$ 437,830</u>	<u>\$ 22,926</u>	<u>\$ 36,570</u>

4. Deferred revenue and contributions

	<u>2023</u>	<u>Received</u>	<u>Recognized</u>	<u>2024</u>
Membership fees	\$ 221,014	\$ 380,868	\$ 361,732	\$ 240,150
Sponsorship	30,000	45,000	30,000	45,000
Other conferences	40,000	66,598	65,898	40,700
Salary funding	12,508	60,000	57,508	15,000
Other training	-	38,912	25,965	12,947
Study teams	11,909	-	-	11,909
Annual conference	-	216,356	216,356	-
CPA funding	-	31,334	31,334	-
	<u>\$ 315,431</u>	<u>\$ 839,068</u>	<u>\$ 788,793</u>	<u>\$ 365,706</u>

5. Loan payable

The Institute received a loan under the Canada Emergency Business Account program ("CEBA"), 33% of which was eligible for loan forgiveness if the loan was fully repaid on or before January 18, 2024. The loan was interest free and due no later than January 18, 2024. The Institute repaid the loan on January 15, 2024 and has recorded the forgivable portion of \$20,000 in other income in the statement of operations in 2021 when it was reasonably certain of its repayment.

6. Pension plan

Since 1985, all employees are members of the Institute's money purchase pension plan and the Institute does not have any liability regarding this service other than the annual contributions to the pension plan. During the year \$12,529 (2023 - \$12,912) in contributions were made to the pension plan and the expense was included in salaries, wages and benefits.

7. Multi-year contractual obligations

Expert Deployment Mechanism for Trade and Development (EDM) Project

On October 31, 2018, the Institute has entered into an agreement with Global Affairs Canada ("GAC" legally incorporated as Department of Foreign Affairs, Trade and Development (DFATD)) and Cowater International Inc., to act as the minor partner in a seven year project funded by GAC. Total value of agreement is \$16,525,000. Based on a partnership agreement with Cowater International Inc., the Institute will recover all direct costs incurred and will receive 10% of all other margins earned on the project. EDM will offer technical assistance to support the negotiation and implementation of free trade agreements (FTAs) and foreign investment protection agreements (FIPAs) between Canada and its developing and emerging market trading partners eligible to receive official development assistance (ODA).

Canadian Trade and Investment Facility for Development (CTIF) Project

On March 31, 2018, the Institute has entered into an agreement with DFATD and Cowater International Inc., to act as the minor partner in a seven year project funded by DFATD. Total value of agreement is \$11,627,000. Based on a partnership agreement with Cowater International Inc., the Institute will recover all direct costs incurred and will receive 10% of all other margins earned on the project. CTIF's main goal is to support trade and investment policy reforms that promote inclusive and sustainable growth in developing countries in the Asia-Pacific region. CTIF provides technical expertise and targeted interventions for trade and investment policy reform initiatives.

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA
Notes to the Financial Statements
Year ended December 31, 2024

8. Operation of the regional groups

The financial statements of the Institute do not include any assets, liabilities, revenue or expenses of any regional group of the Institute.

9. Budget figures

The budget figures shown in these financial statements are presented for comparative purposes with no audit opinion expressed. The amounts are approved by the Board of Directors.

10. Financial instruments

Transactions in financial instruments may result in an entity assuming or transferring to another party one or more of the financial risks described below. The required disclosures provide information that assists users of financial statements in assessing the extent of risk related to financial instruments.

Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will cause a financial loss for the other party by failing to discharge an obligation. The Institute's main credit risks relate to its accounts receivable.

The Institute reduces its exposure to credit risk by performing credit valuations on a regular basis and creating an allowance for doubtful accounts when applicable. At December 31, 2024, the allowance for doubtful accounts is \$3,315 (2023 - \$1,626).

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Institute will encounter difficulty in meeting the obligations associated with its financial liabilities. The Institute is exposed to this risk mainly in respect of its accounts payable.

The Institute reduces its exposure to liquidity risk by ensuring that it documents when authorized payments become due and maintaining adequate cash reserves to repay trade creditors.

11. Operating line of credit and irrevocable letters of credit

The Institute has a line of credit of \$30,000 from a Canadian chartered bank bearing interest at the bank's prime interest rate plus 1.0% per annum. As of December 31, 2024, the outstanding balance for the operating line of credit was \$Nil (2023 - \$Nil).

12. Comparative figures

Certain comparative figures have been reclassified from those previously presented to conform with current year's presentation.